

LA CGT DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE à L'OFFENSIVE EN BRETAGNE

Suite à la désignation de son nouveau coordinateur fédéral régional, Marc Corbel, les délégués des 4 départements bretons représentant les syndicats CGT des collectivités locales se sont réunis ce jour à Morlaix en présence de Natacha Pommet, secrétaire générale de la fédération CGT des services publics.

À l'occasion de cette conférence les délégués ont pu débattre sur l'actualité sociale et politique. Ils ont rappelé que, comme l'ensemble des salariés, la première préoccupation des agents de la fonction publique territoriale en Bretagne était leur pouvoir d'achat. Force est de constater que le Président Macron et son gouvernement, avec la loi immigration, ne répondent pas à cette préoccupation prioritaire, se fourvoyant sur des sujets qui divisent, jusqu'à épouser le programme de l'extrême-droite.

C'est pourquoi la CGT des services publics réaffirme avec force sa première revendication : la réévaluation sans délai du point d'indice à 6€ au lieu de 4,92€ aujourd'hui. Les délégués appellent également les collectivités locales bretonnes à verser dans son intégralité la prime pouvoir d'achat, comme pour les agents de la fonction publique hospitalière et de l'Etat.

Les 8 organisations syndicales, dont la CGT, sont actuellement en discussion avec en projet une grande journée de mobilisation pour la Fonction Publique prévue pour le premier trimestre 2024. Les délégués appellent les syndicats à organiser dès janvier des assemblées générales avec les personnels pour préparer cette mobilisation.

Par ailleurs, les délégués bretons ont voté une motion de soutien en solidarité au peuple palestinien en exigeant un cessez-le-feu immédiat et permanent et la fin du blocus. Ils appellent les agents à rejoindre toutes les initiatives de solidarité, mobilisations qui sont organisées dans les 4 départements.